

**Déclaration du Bureau Municipal d'Allonnes  
au lendemain du discours présidentiel sur les villes populaires  
23 mai 2018**

Les villes populaires font partie de la République. A ce titre, elles ont droit aux moyens financiers, humains et institutionnels qui s'imposent pour répondre à des besoins bien supérieurs à ceux des quartiers aisés.

Si le Président Macron a partagé une partie du diagnostic présenté dans le rapport Borloo, il en a enterré les propositions et la démarche pluraliste et renvoyé une grande partie du problème aux collectivités locales.

Comment le Président de la République peut-il accuser les banlieues d'être touchées par la violence, les trafics de drogue et la radicalisation et dans le même temps réduire les moyens de l'Etat pour la police dans ces communes ? A Allonnes, nous demandons, avec bon nombre d'habitants, plus de moyens pour notre bureau de police ainsi que des patrouilles à pied. La réponse tarde à venir !

Nous sommes cent fois d'accord pour des projets de rénovation urbaine, pour développer l'emploi, notamment pour les jeunes, pour dynamiser encore plus la vie associative. Mais comment le pouvons-nous avec des dotations sans cesse à la baisse ? Comment affirmer d'un côté que les banlieues sont une priorité nationale, et de l'autre, réduire le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des retraités, diminuer les budgets pour la culture, le sport et la jeunesse, casser les services publics ?

Si l'on veut vraiment assurer l'égalité républicaine et non la chance pour chacun, il faut commencer par prendre au sérieux le travail de celles et ceux qui font la ville, notamment les associations qui contribuent au vivre et au faire-ensemble, les élus de proximité et bien sûr les habitants qui y vivent. Il faut ensuite leur en donner les moyens. Ce n'est pas un « coût », c'est un investissement pour l'avenir.

Le discours du Président de la République ne répond à aucune de nos questions pressantes. Après le conseil municipal extraordinaire du 16 mai dernier et la présence d'une centaine de personnes, nous en appelons à la poursuite des mobilisations des citoyens pour que notre commune obtienne les moyens auxquels elle a légitimement droit.